

Convention collective régionale

**IDCC : 937. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Haute-Vienne et Creuse)
(1^{er} juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,
Journal officiel du 21 septembre 1980)

**ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2013
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2014**

NOR : ASET1450140M
IDCC : 937

Entre :

L'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Rémunérations annuelles garanties
applicables à compter du 1^{er} janvier 2014**

Les rémunérations annuelles garanties prévue à l'article 6 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse sont fixées à compter du 1^{er} janvier 2014 par le barème ci-dessous.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié au cours de l'année.

Barème des rémunérations annuelles garanties

Base : 151,67 heures par mois, pour un horaire de travail effectif de 35 heures par semaine.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
I	1	140	17 573
	2	145	17 613
	3	155	17 651

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
II	1	170	17 781
	2	180	17 879
	3	190	17 978
III	1	215	18 181
	2	225	18 489
	3	240	19 053
IV	1	255	19 868
	2	270	21 018
	3	285	22 150
V	1	305	23 592
	2	335	25 852
	3	365	28 122
	3	395	30 487

Rémunération minimale hiérarchique

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est fixée à 5,17 € à compter du 1^{er} janvier 2014.

Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances est porté à 127 € à compter du 1^{er} janvier 2014. Pour les salariés à temps partiel, le montant de cette prime sera réduit *pro rata temporis*.

Formalités de dépôt

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Limoges, le 13 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)